

## Sud-Caucase

### La persistance des « conflits gelés »

En Transcaucasie, près de vingt ans après leur éclatement, les conflits interethniques hérités de la période soviétique (Haut-Karabakh, Abkhazie, Ossétie du Sud, territoires autonomes devenus des entités séparatistes), qui avaient débouché sur de véritables guerres au début des années 1990, continuent à handicaper lourdement l'évolution des trois États de la région. Pour les autorités géorgiennes et azéries, malgré les quelques frémissements perceptibles dans les dossiers abkhaze et karabakhi, la reconquête des territoires perdus, clé de l'honneur retrouvé de la nation, apparaît comme le but de toute action politique et légitime les actions guerrières, excluant l'idée même de compromis. Seuls quelques individus isolés osent transgresser le tabou que représente la perte de terres dont les ancestrales racines nationales sont proclamées comme autant de vérités indiscutables attestées par l'Histoire. Dans des États aux racines démocratiques fragiles, les priorités territoriales plombent les perspectives démocratiques et confortent les tendances autoritaires, offrant à l'ancienne puissance tutélaire, actrice d'un curieux chassé-croisé à l'image d'une situation géopolitique mouvante et contradictoire, un terrain de manœuvre à la hauteur de ses frustrations et de ses nouvelles ambitions. C'est ainsi que la Russie tente d'opérer un retour brutal et parfois spectaculaire dans le Sud-Caucase, nonobstant des pressions occidentales, en particulier américaines, en faveur d'un règlement rapide des « conflits gelés », d'autant plus pressantes que ces derniers fragilisent singulièrement la sécurité de l'oléoduc alternatif aux tubes russes, le BTC (Bakou, Tbilissi, Ceyhan), lancé en grande pompe avec une année de retard, le 13 juillet 2006.

Le conflit du Haut-Karabakh, né fin 1987 de la volonté de la majorité arménienne de cette région autonome de l'Azerbaïdjan d'être rattachée à la mère patrie, avait dégénéré, après l'effondrement de l'Union soviétique, en une guerre particulièrement destructrice (quelque 25 000 morts) jusqu'au cessez-le feu de 1994. Les efforts de la communauté internationale, en

particulier de l'OSCE, au travers du groupe de Minsk, n'ont débouché sur aucun résultat tangible, malgré les espoirs soulevés par les amorces de solution qui semblaient se dégager et pouvoient se concrétiser au cours des rencontres entre les responsables politiques, y compris au plus haut niveau. Jusqu'à l'été 2006, chacune des parties se renvoie la responsabilité de ces échecs.

Malgré la multiplication des contacts entre responsables géorgiens et abkhazes et la perspective d'une réouverture, grâce à la constitution d'un consortium russo-géorgien, après près de 15 ans d'interruption, de la ligne de chemin de fer qui relie la Russie à la Géorgie et à l'Arménie, ce conflit qui déchire la Géorgie depuis 1988, semble à nouveau bloqué. Tandis que Soukoumi (capitale de l'Abkhazie) et Moscou font la sourde oreille aux exigences répétées de Tbilissi de retirer les troupes russes d'interposition accusées de partialité en faveur de la partie abkhaze et leur remplacement par des forces d'interposition émanant de la communauté internationale (ONU, UE ou OTAN), l'Ossétie du Sud, un autre territoire séparatiste situé à la frontière septentrionale de la Géorgie, menace Tbilissi d'un « réunification » avec la République d'Ossétie du Nord, sujet de la Fédération de Russie.

**Les intérêts contradictoires des grandes puissances dans la région.** Depuis bientôt 15 ans, Moscou s'accommode de conflits qui, en Transcaucasie, fragilisèrent singulièrement l'URSS gorbatchévienne. Alors que les affrontements de la fin des années 1980 dégénéraient en véritables guerres, le Kremlin s'attachait à les instrumentaliser. Il s'agissait ainsi de pallier la perte de son influence, d'endiguer l'avancée désormais inéluctable de l'Occident, en particulier des États-Unis, dans une région qui, deux siècles durant, fut une chasse gardée d'un empire qui avait transformé la mer Caspienne en lac russe. À l'heure où l'envolée des prix de l'énergie donne aux réserves pétrolières et gazières de la région une importance nouvelle, la stabilité des tubes déjà en fonction et à venir est désormais un enjeu essentiel qui dépasse largement un cadre régional qui, hier encore, pouvait sembler quelque peu étriqué. Moscou, qui a étroitement intégré ces conflits dans sa stratégie de maintien, voire d'extension de son influence à l'échelle régionale, semble rester de marbre face aux efforts de la communauté internationale.

Dans cette stratégie de la tension, les régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, où les appels à un rattachement à la Russie sont monnaie courante, jouissent aujourd'hui d'un statut de quasi-protectorats de la Fédération de Russie. Leurs habitants sont désormais titulaires de passeports russes qui leur ont été généreusement prodigués par Moscou, alors que la « République du Haut-Karabakh » est *de facto* fortement intégrée à la République d'Arménie. De conserve avec le Haut-Karabakh, l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Transnistrie (Moldova) font planer la menace, avec la complicité ambiguë de Moscou, d'une nouvelle coalition qui briguerait une place active au sein d'une Communauté des États indépendants par ailleurs mal en point. Les relations avec la Géorgie sont marquées par une extrême tension depuis l'été 2004, tandis que Tbilissi est engagée dans une démarche volontariste d'adhésion à l'OTAN qui inquiète Moscou et que se poursuit l'évacuation des bases russes, à la suite de l'accord signé par les deux pays le 30 mai 2005. En janvier 2006, alors que la région connaissait une exceptionnelle vague de froid, la série d'explosions d'origine criminelle qui avait privé la Géorgie et l'Arménie de gaz russe, avait encore fait monter la tension entre les deux pays. Tandis que se profilait une hausse importante des tarifs gaziers concédés par Gazprom aux pays du Sud-Caucase, le président géorgien, Mikhaïl Saakachvili, qui table sur un engagement sans faille des États-Unis aux côtés de la Géorgie, avait publiquement accusé les autorités russes d'être responsables de ce sabotage, pendant que le parlement géorgien votait une nouvelle résolution exigeant le départ immédiat des forces russes d'interposition stationnées en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Peu après, la Russie, principal marché d'exportation, fermait ses frontières aux vins et aux eaux minérales de Géorgie et les incidents entre les deux pays se multipliaient. La rencontre entre les présidents Poutine et Saakachvili, le 13 juin 2006 à Saint-Petersbourg, n'est pas réellement parvenue à aplanir des différends qui semblent insurmontables à plus d'un observateur.

**Un espace économique fragile malgré la manne pétrolière.** Avec un produit national brut en hausse de près de 20 % en 2005, une production d'environ 10 millions de tonnes de pétrole que les responsables économiques espè-

rent tripler en 2006, un revenu par tête de 4 700 dollars, l'Azerbaïdjan aligne des chiffres flatteurs dans un environnement régional marqué par des difficultés persistantes. L'Arménie a poursuivi sa reconstruction sur un rythme d'expansion d'environ 10 %, proche de celui d'une Géorgie où les performances économiques mises en avant par les autorités ne parviennent pas à cacher une pauvreté persistante ; près du quart de la population souffre de malnutrition. Dans toute la région, malgré un recul perceptible au cours des deux dernières années, la pauvreté reste le lot d'une partie importante de la population qui continue à trouver dans l'émigration, en particulier en Russie, un exutoire à ses difficultés. Les investissements étrangers, hors de la sphère pétrolière, restent peu nombreux et, si l'on exclut les importants transferts de la diaspora arménienne, ces derniers sont souvent le fait de capitaux russes, particulièrement dans le domaine de l'énergie (Gazprom en Arménie). En Géorgie, les importantes privatisations intervenues en 2006 ont suscité bien des interrogations ; l'origine des capitaux reste floue et plus d'un analyste soupçonnait la Russie d'agir par le biais de sociétés écran à la redoutable opacité. Malgré les tensions politiques, la Russie n'en reste pas moins un partenaire économique essentiel, en particulier pour l'Arménie et la Géorgie. Les liens humains culturels, voire les affinités, restent nombreux et profonds, mais les agressions et meurtres à caractère raciste, dont les Caucasiens sont trop souvent les victimes, se multiplient sur le territoire d'une Fédération de Russie arc-boutée dans une posture comptable et impériale à l'aune de sa nouvelle richesse énergétique.

**Une démocratisation difficile.** Le 6 novembre 2005, les Azéris étaient appelés à renouveler le Majlis, le parlement local. Malgré la forte mobilisation de l'opposition, qui avait réussi à s'unir après des années de discorde, les élections législatives ont marqué une victoire massive et contestable des candidats du pouvoir, en particulier de Yeni Azerbaijan, le parti du président. Avec seulement 10 élus sur 125 députés, le bloc d'opposition Azadliq s'est trouvé marginalisé. Malgré les critiques des observateurs internationaux (OSCE, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [APCE], etc.), le régime d'Ilham Aliev est sorti renforcé de ce que d'aucuns

annonçaient comme une épreuve redoutable. Fort de ses richesses pétrolières et gazières, il savait pouvoir compter sur l'indulgence d'un Occident inquiet de ses approvisionnements énergétiques. Disposant d'importantes liquidités, le pouvoir azéri a trouvé par ailleurs de quoi nourrir un clientélisme fortement implanté depuis la période soviétique, tandis qu'il offrait à la colère populaire excédée par une corruption aux effets dévastateurs les têtes de quelques responsables de haut rang.

La consultation à laquelle les Arméniens étaient appelés à se prononcer, le 27 novembre 2005, était d'un autre ordre : il s'agissait de répondre aux exigences de la communauté internationale, en particulier de l'APCE, afin d'amender la constitution de 1995 considérée comme trop autoritaire. Après des années de résistance passive, Erevan avait finalement accepté les recommandations tendant à « démocratiser » la vie politique du pays. Approuvée par 93 % des votants, avec une participation annoncée de 65 % d'après la commission électorale, la consultation avait été boycottée par l'opposition, qui mettait en avant l'« absence de légitimité » du pouvoir. Ce fut une nouvelle occasion de confrontation entre le président Robert Kotcharian et les partis qui le contestent et qui mettaient en avant de nombreuses irrégularités, voire de grossières falsifications. Début décembre 2005, l'opposition n'était pas parvenue à mobiliser ses partisans ; quelques milliers de manifestants tentaient de protester dans une capitale indifférente. Malgré les tensions au sein de la majorité, illustrées par la démission, le 22 mai 2005, du président du parlement, Arthur Bagdarassian, et qui pourraient déboucher sur une recomposition du paysage politique après les élections parlementaires de mai 2007, le gouvernement semble tenir fermement un pouvoir qui s'appuie sur une alliance durable avec la Russie, « garante de la sécurité de l'Arménie ». La signature, le 6 avril 2006, d'un accord instituant un monopole de 25 ans au bénéfice de Gazprom marquait la grande dépendance énergétique du pays, malgré les perspectives ouvertes par le tube destiné à transporter le gaz iranien vers les marchés occidentaux.

En Géorgie, le pouvoir du président était de plus en plus contesté, non seulement par une opposition qui met en cause le fonctionnement

des institutions où les « règles les plus élémentaires de la démocratie seraient bafouées », mais aussi au sein d'une société civile qui avait vigoureusement soutenu la « révolution des roses ». Le limogeage de Salomé Zourabichvili, ministre des Affaires étrangères, le 20 octobre 2005, a jeté une ombre sur une équipe constituée autour de Mikhaïl Saakachvili dans un pays où la situation des droits de l'homme est devenue préoccupante malgré les dénégations des proches du président. La proclamation ostentatoire d'une foi démocratique ne suffit plus : la direction issue de la révolution des roses semble avoir perdu le contrôle du processus qu'elle avait lancé tambour battant aussitôt après son arrivée à la tête du pays, début 2004. Le pouvoir se campe dans une posture autoritaire de plus en plus forte. Certes, des points non négligeables ont été marqués, en particulier dans la lutte contre la corruption. Le pays semble engagé cependant dans une dérive qui inquiète de nombreux observateurs, tant géorgiens qu'étrangers. Les forces de l'ordre, fortes d'un impérieux sentiment d'impunité, se rendent coupables de nombreuses exactions que beaucoup de Géorgiens assimilent à des crimes prémédités : détenus victimes non seulement de tortures, mais également de fusillades massives, nombreuses bavures policières dans les lieux publics, assassinats perpétrés par de hauts responsables du ministère de l'Intérieur. Ces scandales et ces brutalités plongent une bonne partie de l'opinion dans la perplexité. L'OSCE s'en est inquiétée, demandant au gouvernement de diligenter rapidement une enquête et Human Rights Watch, une ONG américaine, qui estime qu'en un an, plus de 48 personnes ont été tuées par les forces de l'ordre au moment de leur arrestation, en a appelé à Washington.

C. U.

### Pour en savoir plus

- Urjewicz, C. (2005), « Azerbaïdjan » et « Géorgie », in *L'Encyclopédie de l'état du monde*, Paris, La Découverte.
- Urjewicz, C. (2005), « Arménie », « Une identité en mutation » et « Les tendances de la période », in *L'État du monde 2006*, Paris, La Découverte.
- Radvanyi, J. (dir.) (2004), *Les États post-soviétiques*, Paris, Armand Colin.